



## **CONSERVATION DES OISEAUX SAUVAGES, CONSERVATION DES HABITATS**

### **Quel est l'objectif ?**

Les espèces végétales et animales menacées et les habitats naturels remarquables sont protégés par deux directives européennes sur la conservation des oiseaux sauvages et des habitats<sup>1</sup>.

### **Qui est concerné ?**

Les espèces végétales et animales protégées par ces deux directives étant présentes sur l'ensemble du territoire métropolitain, tous les exploitants agricoles, en particulier les exploitants demandeurs d'aides soumises à la conditionnalité<sup>2</sup>, sont concernés.

### **Que vérifie-t-on ?**

Les principales exigences à respecter au titre de la conditionnalité portent sur :

- le respect des mesures de protection des habitats d'oiseaux sauvages ;
- le respect des mesures de protection des habitats naturels et des espèces dans les sites Natura 2000.

---

<sup>1</sup> Directive 2009/147/CE du Parlement européen et du Conseil du 30 novembre 2009 concernant la conservation des oiseaux sauvages (JOCE L 20 du 26.1.2010, p. 7-25). Au titre de la conditionnalité, il est vérifié le respect de l'article 3 paragraphes 1 et 2 point b et de l'article 4 paragraphes 1, 2 et 4.

Directive 92/43/CEE du Conseil du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages (JOCE L 206 du 22.7.1992, p. 7). Au titre de la conditionnalité, il est vérifié le respect de l'article 6, paragraphes 1 et 2.

<sup>2</sup> Sont soumis au respect des normes et exigences de la conditionnalité, les agriculteurs bénéficiaires de :

- paiements directs : aide de base au revenu pour un développement durable, aide redistributive, aide complémentaire pour les jeunes agriculteurs, programmes en faveur du climat, de l'environnement et du bien-être animal ainsi que les aides couplées au revenu ;

- paiements relatifs à l'article 70 du RUE n°2115/2021 : aides à la conversion à l'agriculture biologique ; aides au maintien à l'agriculture biologique en outre-mer ; mesures agro-environnementales et climatiques de la période 2023-2027 (MAEC dont les MAEC forfaitaires, les MAEC API dédiées à l'apiculture et les MAEC relatives à la protection des races menacées), dispositif de protection des troupeaux contre la prédation et les aides au gardiennage des troupeaux hors des zones de prédation ;

- l'indemnité compensatoire de handicaps naturels (ICHN) ;

- paiements relatifs aux désavantages spécifiques à une zone résultant de certaines exigences obligatoires (article 72 du RUE 2021/2115) ;

- soutiens du programme POSEI conformément au chapitre IV du RUE n°228/2013 ;

- aides à la restructuration du vignoble qui ont été liquidées au plus tard le 31/12/2022.

### Point de contrôle 1. Respect des mesures de protection des habitats d'oiseaux sauvages

Il est vérifié que, sur l'année civile en cours et dans le cadre de son activité agricole ou sur les terres qu'il exploite<sup>3</sup>, l'exploitant n'a pas détruit ou détérioré un ou plusieurs habitats ou site de reproduction d'une espèce protégée<sup>4</sup>.

Dans le cadre d'un contrôle, il sera plus particulièrement vérifié l'absence de pratiques agricoles pouvant détruire ou détériorer un habitat d'espèces protégées. Cette exigence s'applique à l'ensemble du territoire métropolitain et il est vérifié deux types de contrôle au titre de la Directive Oiseaux :

A/ Des contrôles génériques portant sur 50% des îlots et 50% de la surfaces agricole de l'exploitation et portant sur les deux éléments suivants :

- absence de taille ou de coupe d'arbres et/ou de haies pendant la période de nidification, soit entre le 16 mars et le 15 août, sauf dans le cas où la taille ou la coupe est imposée par une autorité extérieure pour des raisons de sécurité
- absence de pratique d'écobuage non réglementaire, sauf en présence d'une dérogation préfectorale

B/ Des contrôles faisant suite à un signalement par l'autorité compétence de la présence d'une espèce d'oiseaux protégée ou bien de l'engagement de l'agriculteur à respecter son biotope et où il est vérifié les éléments suivants :

- non-destruction d'un arbre creux, ou d'une terrasse ou d'un muret, ou d'un élément de microtopographie non couvert par la BCAE 8 « maintien des éléments topographiques du paysage », lorsque l'agriculteur a été préalablement prévenu par une autorité administrative compétente de la présence d'un nid d'espèce protégée sur cet élément ;
- non-destruction, ou non-déplacement selon des modalités non autorisées, d'un nid d'espèce protégée présent dans sa parcelle, lorsque l'agriculteur a été préalablement prévenu par une autorité administrative compétente de la présence de ce nid sur sa parcelle ;
- non-destruction ou non-détérioration d'une zone en Arrêté Préfectoral de Protection de Biotopes (APPB) ou d'une zone de compensation écologique sous contrat avec les agriculteurs, au regard de la raison pour laquelle cette zone a été mise en place (non-conformité uniquement si l'acte constaté a un lien avec cette raison ;
- respect des dispositions de mise en défens d'un nid d'espèce protégée présent sur une berge notifiées à l'agriculteur préalablement par une autorité administrative compétente ;
- respect des dispositions de protection d'une roselière notifiées à l'agriculteur préalablement par une autorité administrative compétente en raison de la présence d'un nid d'espèce protégée ou d'une migration d'espèce protégée en cours sur cet élément ;
- non-destruction de l'habitat d'une espèce d'oiseau protégée alors que l'agriculteur a été préalablement prévenu par une autorité administrative compétente de la nécessité de son maintien en application des dispositions du code de l'environnement [article L. 411-1]<sup>5</sup>.

---

<sup>3</sup> Cette obligation s'applique sur les terres agricoles et sur les terres boisées aidées. La chasse et la lutte obligatoire contre les nuisibles (art. L. 251-3 du code rural et de la pêche maritime) ne sont pas concernées.

<sup>4</sup> La liste des espèces protégées correspond aux espèces définies en annexe I de la directive 2009/147 ainsi qu'aux espèces d'oiseaux migratrices.

<sup>5</sup> Ce point ne donnera pas lieu à sanction lorsque l'agriculteur a obtenu une dérogation dans le cadre de l'article L.411-2 du code de l'environnement.

**Point de contrôle 2. Respect des mesures de protection des habitats naturels et des espèces dans les sites Natura 2000.**

Cette exigence vise à protéger les habitats naturels et les espèces de faune et de flore sauvages justifiant la désignation des sites Natura 2000.

Le code de l'environnement<sup>6</sup> prévoit que les programmes ou projets d'activités, de travaux, d'aménagements, d'ouvrages ou d'installations susceptibles d'affecter un site « NATURA 2000 », individuellement ou en raison de leurs effets cumulés, doivent faire l'objet d'une « évaluation des incidences Natura 2000 », qu'ils aient lieu au sein d'une zone Natura 2000 ou à proximité.

Il est donc vérifié que, sur l'année civile en cours et dans le cadre de son activité agricole ou sur les terres qu'il exploite<sup>7</sup>, l'exploitant n'a pas effectué de travaux ou interventions susceptibles d'affecter de manière significative un site Natura 2000<sup>8</sup> désigné par arrêté ministériel<sup>9</sup> avant le 1er janvier de l'année en cours sans avoir obtenu une autorisation de l'autorité administrative compétente.

\* \* \* \* \*

**Grille – Conservation des oiseaux, conservation des habitats.**

Points de contrôle	Non-conformités	Réduction au 1er constat	Réduction au 2ème constat sur trois ans
<b>Conservation des oiseaux, conservation des habitats</b>			
<b>Respect des mesures de protection des habitats d'oiseaux sauvages</b>	Destruction ou détérioration d'habitat d'oiseaux sauvages protégés (listés dans l'annexe I de la directive 2009/147/CE ou correspondant à une espèce migratrice)	5 %	15%
<b>Respect des mesures de protection des habitats naturels et des espèces dans les sites Natura 2000</b>	Non-respect des mesures de protection des habitats naturels et des espèces dans les sites Natura 2000	5 %	15%

<sup>6</sup> Article L. 414-4 du code de l'environnement.

<sup>7</sup> Cette obligation s'applique sur les terres agricoles et sur les terres boisées aidées.

<sup>8</sup> Les travaux ou interventions soumis à une évaluation des incidences sont déterminés au niveau national (art. R. 414-19 du code de l'environnement) et au niveau local (art. R. 414-20 et R. 414-27 du code de l'environnement).

<sup>9</sup> La carte des zonages Natura 2000 est tenue à jour par le muséum national d'histoire naturelle (MNHN) et est disponible sur le site : <https://inpn.mnhn.fr/zone/sinp/espaces/viewer/>